

tère disparaîtrait donc avec le temps. D'autre part, son rôle d'acheteur ira croissant. Serait-il conforme à la philosophie néo-démocrate avouée du ministre de donner au ministère de la Production de défense une désignation plus appropriée?

L'hon. M. Drury: Monsieur l'Orateur, nous avons l'intention de le faire dans un an environ. Il faudra faire adopter une mesure législative à cette fin et la question ne semble pas extrêmement urgente. Même si les choses avancent de façon satisfaisante, j'accepterais volontiers des idées à propos d'un nouveau nom, mais pas maintenant.

Mme MacInnis: Monsieur l'Orateur, je ne peux pas laisser adopter les crédits de ce ministère sans formuler une protestation qui, quoique brève, n'en est pas moins vigoureuse. Elle a trait au rythme fastidieux auquel les contrats de défense se sont accrus l'année dernière. J'ai bien peur que le ministre n'ait pas été trop convaincant lorsqu'il a parlé d'une diminution graduelle de notre production militaire, étant donné le nombre des contrats de défense conclus l'année dernière. A vrai dire, la production militaire a plutôt été orientée en sens inverse. Nous avons édifié un réseau complexe de production de défense qu'il sera très difficile de démanteler et de convertir pour la production civile. C'est pour moi un sujet de préoccupation, car cela signifie que nous devons affecter une forte portion de notre industrie, de nos ressources et de notre main-d'œuvre à la production de matériaux de guerre destinés à des besoins militaires, à un moment où les besoins civils redoublent.

Vu qu'il explique l'affaire beaucoup mieux et beaucoup plus succinctement que je pourrais le faire, j'aimerais citer des extraits d'un éditorial paru ce matin dans le *Globe and Mail*. Il débute ainsi:

On l'a appris presque par accident. M. Michael Forrestall, député conservateur d'Halifax, parlait du contrôle des coûts lors d'un débat à la Chambre des communes sur les prévisions supplémentaires du ministère de la Production de défense et il a mentionné qu'il en coûterait 20 millions de dollars par navire pour quatre nouveaux destroyers que le ministère projette de construire.

Le ministre de la Production de défense M. C. M. Drury a signalé qu'il ne s'agissait plus de 20 millions mais plutôt de 50 millions, et peut-être même davantage. Les navires seraient construits d'ici quatre ans et les changements dans la guerre navale pourraient nécessiter des modifications des modèles et des frais accrus...

Conçus il y a quatre ans pour entrer en service dans quatre ans d'ici, et on peut se demander maintenant s'il serviront à quelque chose. Nous n'avons pas encore redéfini nos engagements envers l'OTAN, nous ignorons si notre rôle au sein de l'ONU exigera de tels navires; et s'il y a une chose dont la plupart des Canadiens estiment pouvoir se passer c'est d'un navire qui lance des engins surface-air. Vers quoi?

Or quatre destroyers semblables coûteront 200 millions de dollars. C'est 50 millions de plus que n'en réunira le ministre des Finances grâce à sa surtaxe de 3 p. 100 sur les impôts des particuliers et des sociétés pour l'exercice financier 1968-1969; c'est presque deux fois les secours de 105 millions que le Canada a envoyés à l'Inde l'an dernier—notre aide extérieure la plus considérable.

Dans quel monde étrange et irréel le gouvernement vit-il, puisqu'il peut prôner la contrainte pour le peuple et donner suite, avec désinvolture, à un programme comportant des dépenses considérables, illimitées mêmes, que les Canadiens jugeraient—s'il était possible d'évaluer pareille chose— inutile et même inopportune?

• (5.30 p.m.)

A mon avis, le *Globe and Mail* a touché juste. D'après ce que j'ai entendu ces deux derniers jours, il semble bien que nous vivions dans un monde étrange et irréel. Le ministre espère que nous pourrions éliminer graduellement nos besoins d'ordre militaire en vue de répondre à d'autres besoins. Chose certaine, les besoins des Canadiens sont immenses. Il faut de nouvelles maisons. Il y a le problème du contrôle de la pollution dans ses divers stades. Nous avons des besoins en matière d'enseignement et de formation, d'un océan à l'autre. Il y a les problèmes de pensions tant civiles que militaires. Les vieillards ont besoin de pensions accrues et l'assurance frais médicaux s'en vient. C'est pourquoi il est chimérique de dépenser des sommes aussi considérables pour la production de défense. Contre quoi et contre qui ces armes serviront-elles? A un moment où le pays doit faire face à des besoins réels et croissants, il est grand temps de revenir sur terre et de voir les choses telles qu'elles sont. Les Canadiens paient des impôts pour des services qu'ils espèrent recevoir, et pourtant, une grande partie des deniers publics est consacrée à des navires de guerre, à des chars d'assaut et autre matériel de ce genre. Si nous appuyons les Nations Unies sans réserve, nous ne devrions pas avoir besoin comme autrefois de ces objets.

Je ne voudrais pas retarder plus longtemps le comité, mais je tiens à dire—et je parle pour la plupart des Canadiens, j'en suis persuadée—que nous sommes engagés dans une voie longue et dangereuse. Je ne veux pas qu'on m'accuse de ne pas avoir demandé, pour ma région, des contrats d'armes. Si le gouvernement veut faire des dépenses militaires, j'espère que Vancouver aura sa part.

L'hon. M. Drury: Vous voulez tout simplement votre part.

Mme MacInnis: Je préférerais de beaucoup voir disparaître la production d'armes. Je préférerais voir le gouvernement s'attacher à la production civile plutôt qu'à la production